



Vérifier au prononcé

**ALLOCUTION DE LA PRESIDENTE
DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
S.E. MADAME SYLVIE LUCAS (LUXEMBOURG)
AU DEBAT PUBLIC DU CONSEIL DE SECURITE**

LA QUESTION CONCERNANT HAÏTI

New York, le 6 avril 2009

Monsieur le Président,

Je tiens à vous remercier pour cette opportunité de prendre part, en ma qualité de Présidente du Conseil économique et social, à ce débat du Conseil de sécurité consacrée à Haïti.

Monsieur le Président,

Haïti est à un nouveau tournant de son histoire. Depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement, certains progrès sont enregistrés: la sécurité publique est mieux assurée ; des efforts appréciables sont menés pour la mise en place d'administrations et d'institutions susceptibles de renforcer l'Etat de droit; et le pays s'engage sur le chemin d'une gouvernance effective afin de lutter contre la pauvreté et mobiliser les forces vives de la Nation.

Cependant, l'année 2008, avec sa crise alimentaire et du carburant, ses ouragans et tempêtes tropicales ont gravement frappé le pays qui a connu une perte de 15% de son PIB soit près de 900 millions de dollars.

Comment, dans ce contexte, ne pas craindre une nouvelle déstabilisation et un regain de la violence politique ? Les corrélations entre développement socio-économique et stabilité politique ne sont en effet plus à démontrer. Seule la mise en œuvre d'une stratégie de reconstruction et de développement par les autorités haïtiennes, avec le ferme appui de la communauté des donateurs, parviendra à consolider et à pérenniser la stabilité. Il est de ce fait crucial que le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social oeuvrent de concert pour accompagner ce pays à relever les défis.

Monsieur le Président,

Haïti est à l'ordre du jour du Conseil économique et social depuis maintenant dix ans. Son Groupe consultatif spécial, mis en place en 1999 pour formuler des recommandations pour le développement d'Haïti sur le long terme, a été réactivé en novembre 2004. Ce Groupe est présidé par le Représentant permanent du Canada et composé des Représentants permanents du Bénin, du Brésil, du Chili, d'Haïti, de l'Espagne et de la Trinité-et-Tobago. Le Président du Conseil économique et social et le Représentant spécial du Secrétaire général en Haïti sont aussi invités à participer à ses travaux.

Dans son dernier rapport aux Etats membres du Conseil économique et social en juillet 2008, le Groupe consultatif avait relevé l'instabilité économique, sociale et politique qui prévaut en Haïti, et mis en lumière les difficultés liées à la crise alimentaire et du carburant qui avaient durement touché le pays. Il avait souligné l'importance, pour promouvoir le redressement et la stabilité socio-économiques, d'activer l'économie, de créer des emplois, de promouvoir le développement rural, et de mettre gratuitement à la disposition des catégories les plus nécessiteuses les produits alimentaires et les services de base. Ces recommandations restent valables : ce sont précisément les progrès accomplis précédemment dans ces domaines clefs qui ont gravement été mis en péril par les crises et cataclysmes naturels de l'an 2008, de sorte que les conditions de vie de nombreux Haïtiens se sont encore dégradées.

Le Groupe consultatif spécial sur Haïti a en particulier proposé trois séries de recommandations pour améliorer la situation économique et sociale d'Haïti et renforcer l'impact de l'aide au développement. Parmi ces recommandations, l'on peut citer :

Premièrement, une meilleure planification du développement et une coordination accrue de l'aide internationale. Les donateurs et partenaires pour le développement d'Haïti devraient davantage ajuster leurs programmes à la réalité sur le terrain et aligner leur soutien sur les objectifs et stratégies formulés par les autorités haïtiennes, contribuant ainsi au développement des capacités nationales. Dans ce contexte, il est urgent et nécessaire que la Conférence des donateurs qui aura lieu à Washington le 14 avril prochain, mobilise une nouvelle fois la communauté internationale pour Haïti et contribue au développement du pays sur le court, moyen et long terme.

Deuxièmement, le renforcement des capacités institutionnelles haïtiennes. L'importance d'accélérer les réformes institutionnelles, en particulier dans le domaine de la justice et de l'état de droit, mais aussi dans celui des douanes et dans l'administration publique en général, a été soulignée.

Troisièmement, une meilleure mise à contribution de ce que le Groupe appelle les « leviers haïtiens et internationaux du développement économique et social ». Il recommande d'engager davantage le secteur privé pour tirer Haïti de la pauvreté, par la création d'emplois dans le secteur structuré. Le Groupe insiste par ailleurs sur la contribution que la diaspora haïtienne pourrait apporter au développement de son pays, non seulement à travers le transfert de fonds privés, mais également par ses compétences techniques et son savoir-faire. Les donateurs pour leur part sont appelés à contribuer à la mise en œuvre de la stratégie élaborée par le système des Nations Unies pour une action à court et moyen terme.

Monsieur le Président,

Le Conseil économique et social examinera à sa session de juillet prochain, dans le cadre de son Examen ministériel annuel, le thème « Mettre en oeuvre les objectifs et engagements convenus au niveau international pour ce qui a trait à la santé publique mondiale ». Dans cette perspective, il est important de rappeler que l'accès aux services de santé en Haïti reste des plus limités, et que les insuffisances en matière de santé publique, et de manière plus générale de services de base, font gravement obstacle aux efforts de développement et de croissance.

Ayant à l'esprit l'effet stabilisateur d'un développement économique et social durable, la communauté internationale se doit d'œuvrer, de concert avec les autorités haïtiennes, au développement d'Haïti et de faire preuve de solidarité sur le long terme. Le Conseil économique et social, par le biais, en particulier, de son Groupe consultatif spécial, restera engagé dans ce processus. Il continuera à accompagner Haïti.

Je vous remercie.